

IMPACT DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 DANS L'ESPACE FRANCOPHONE AFRICAIN

Jean-Damascène HABARUREMA

Économiste, ministère des Finances du Québec

Brahim BOUDARBAT

Professeur titulaire, Université de Montréal

Benoît KAFANDO

Conseiller à la recherche, Observatoire de la Francophonie
économique de l'Université de Montréal

Impact de la pandémie de la COVID-19 dans l'espace francophone africain

Jean-Damascène HABARUREMA

Économiste, ministère des Finances du Québec

Brahim BOUDARBAT

Professeur titulaire, Université de Montréal

Benoît KAFANDO

Conseiller à la recherche, Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal

Rapport de projet OFE-RP no.7

Février 2022

Les idées exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

FAITS SAILLANTS

Au cours des deux dernières années, la pandémie de la COVID-19 a causé des pertes humaines et économiques considérables dans le monde avec près de 490 millions de cas confirmés au 31 mars 2022 dont plus de 6 millions morts. Des mesures barrières contre la pandémie telles que la fermeture des frontières, les restrictions de mouvements, la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont eu un impact négatif sur les activités génératrices de revenus et entraîné la hausse des prix des denrées sur les marchés.

Sur le continent africain on dénombre près de 12 millions de cas confirmés, dont près de 253 000 vies perdues alors que les analystes préoyaient un bilan plus tragique.

Dans l'espace francophone africain, où on dénombre à la fin du mois de mars 2022 près de 4 millions de cas confirmés de la COVID-19 dont près de 85 000 décès, la pandémie et les mesures adoptées par les gouvernements pour freiner sa progression ont eu un impact majeur et durable sur l'activité économique. La production médiane s'est contractée de 1 % en 2020 avant de se redresser à 3,6 % en 2021, comparativement à une expansion médiane de 4,4 % en 2019, soit avant la pandémie.

Les services, le tourisme et le secteur manufacturier ont été particulièrement touchés, avec des pertes prolongées de revenus et d'emplois, tandis que l'inflation a freiné la reprise des dépenses de consommation.

Les personnes les plus touchées sont celles qui dépendent de sources de revenus instables comme les petits commerçants, les vendeurs de rue et les travailleurs occasionnels, y compris dans le secteur agricole.

Des écarts de résilience importants qui existaient entre les pays de la région avant la pandémie se sont accentués en raison principalement de l'expérience dans la gestion des épidémies, des différences sur le plan de la vaccination et des mesures publiques de soutien.

Selon les dernières estimations, la production dans l'espace francophone africain s'est redressée en 2021, à la faveur du rebond des cours des produits de base et de l'assouplissement des restrictions sociales. Toutefois, cette reprise demeure fragile et insuffisante pour enrayer l'augmentation de la pauvreté due à la pandémie, alors que les risques de nouvelles vagues de la COVID-19 font peser une menace persistante.

Malgré le rebond de la croissance, la pauvreté et les inégalités n'ont pas montré de signes d'amélioration. La faible reprise en 2021 ne suffira pas à empêcher la baisse du niveau vie, étant donné que le PIB par habitant de la plupart des économies de la région en 2021 devrait rester inférieur à celui enregistré en 2019.

La marge de manœuvre de nombreux pays de l'Afrique francophone pour soutenir la reprise et pour faire face à de nouvelles perturbations économiques se trouve restreinte par des niveaux d'endettement sans précédent, la perte de recettes budgétaires et la hausse de l'inflation.

L'encours de la dette dans la région a augmenté, passant d'une moyenne de 54,9 % du PIB en 2019 à 64 % en 2020, alors que les pays de cette même région ont bénéficié d'importants financements extérieurs d'urgence.

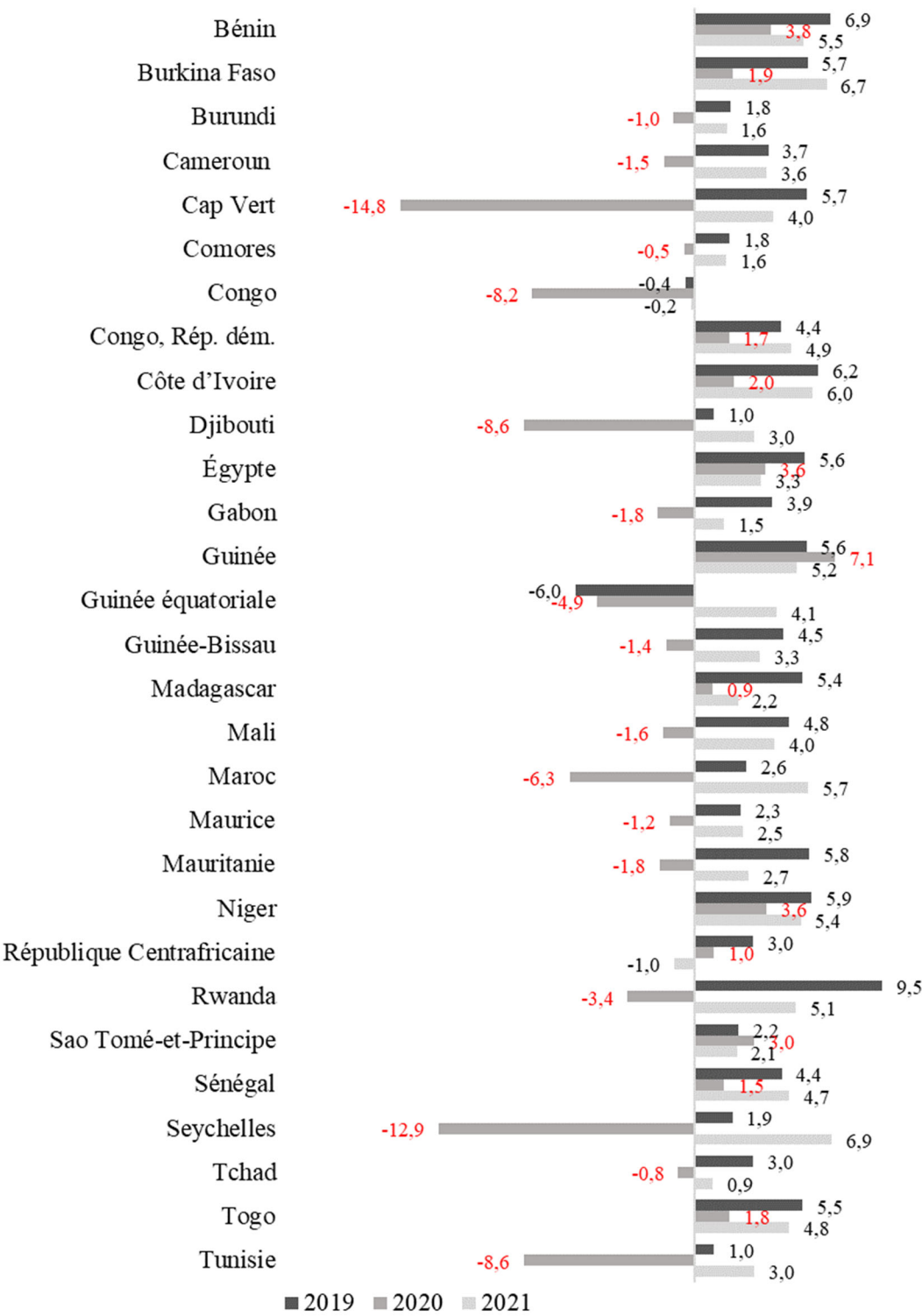
1. Impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'activité économique

Bien avant la pandémie, les perspectives de croissance dans l'espace francophone africain avaient déjà montré des signes inquiétants de reprise à deux vitesses, les pays fragiles et riches en ressources naturelles étant nettement moins bien lotis que les pays pauvres en ressources naturelles ayant une structure économique plus diversifiée. Du fait de la crise, ces écarts de croissance qui préexistaient n'ont fait que se creuser.

Les calculs effectués à partir des données du FMI et de la Banque mondiale indiquent que la production médiane s'est contractée de 1 % en 2020 avant de se redresser à 3,6 % en 2021, comparativement à une expansion médiane de 4,4 % en 2019, soit avant la pandémie.

L'incidence la plus forte sur la croissance concerne les pays tributaires du tourisme, principalement le Cap Vert avec une contraction de 14,8 % par rapport à 2019, les Seychelles (-12,9 %), la Tunisie (-8,6 %), Djibouti (-8,6 % %), le Congo (-8,2 %) et le Maroc (-6,3 %).

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB dans l'espace francophone africain (en %)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

On observe parmi les pays des différences notables, en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'efficacité des mesures d'endiguement, de la structure économique (le poids dans l'économie de secteurs gravement touchés, comme le tourisme ou les matières premières, de la dépendance à l'égard de flux financiers d'origine étrangère, y compris des envois de fonds par la diaspora et de la tendance de la croissance avant la crise de la

COVID-19. Les disparités en matière d'espace budgétaire contribuent aussi à expliquer les différences de rythme actuel de la reprise entre les pays.

Dans **l'espace francophone de l'Afrique centrale**, plusieurs économies de la sous-région ont souffert de leur dépendance à l'égard des exportations de produits de base, dont les prix ont baissé à la suite de la récession mondiale découlant de la pandémie. Certaines économies, déjà en proie à des défis sécuritaires et à la volatilité des prix du pétrole avant la pandémie, ont subi des chocs significatifs en raison de leur dépendance aux exportations de pétrole. Le repli de l'activité économique, combiné à la chute de la demande internationale du pétrole sous l'effet de l'effondrement des cours, a entraîné le recul du taux de croissance moyen de la région.

Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique centrale 2021 » (novembre 2021) de la Banque africaine de développement, la pandémie de Covid-19 aura provoqué une contraction de 2,7 % du PIB réel de l'Afrique centrale en 2020, la deuxième région du continent la plus affectée économiquement après l'Afrique australe, dont le PIB aura chuté de 7 %. Les pays les plus touchés ont été la République du Congo (-8,2 %), la Guinée équatoriale (-4,9 %) et le Gabon (-1,8 %).

En 2021, la Banque africaine de développement table sur une croissance de 3,2 % en moyenne dans la région, soutenue essentiellement par le rebond des prix du pétrole et des minéraux et la reprise des activités commerciales.

Dans **l'espace francophone de l'Afrique de l'Ouest**, plusieurs économies ont souffert des attaques terroristes et depuis récemment des coups d'État. De plus, la plupart des pays de la région sont importateurs de denrées alimentaires essentielles, dont le prix a augmenté en raison de la forte perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Dans plusieurs économies de la sous-région, les impacts de la COVID-19 ont été accentués par une baisse des flux financiers (envois de fonds, investissements directs étrangers, investissements de portefeuille et aide publique au développement). Enfin, les économies ouest-africaines où le tourisme est important ont pâti de l'arrêt des vols commerciaux. Les plus fortes contractions ont été enregistrées au Cap-Vert (-14,8 %), au Mali (-1,6 %) et en Guinée Bissau (-1,4 %).

Selon le rapport « Perspectives économiques en **Afrique du Nord** » (novembre 2021) de la Banque africaine de développement, les économies francophones de la région ont été durement éprouvées par trois chocs en 2020 : la COVID-19, l'effondrement des prix du pétrole et le déclin du tourisme en Tunisie (-8,6 %), au Djibouti (-8,6 %) et au Maroc (-6,3 %). Certains pays s'en sortent mieux grâce à l'ampleur des envois de fonds (Égypte) qui soutiennent la consommation privée.

Dans **l'espace francophone de l'Afrique de l'Est**, les pays dont les économies sont axées sur les services ont subi des pertes de production importantes, notamment les Seychelles (-12,9 %) et le Rwanda (-3,4 %) et Maurice (-1,2 %).

2. Détérioration du niveau de vie de la population, hausse de la pauvreté et des inégalités

Sur le continent africain, la contraction économique en 2020 s'est fait ressentir sur le niveau de vie et la pauvreté dans la majorité des pays de la région en raison de leur croissance démographique plus élevée, du faible niveau de départ de leurs revenus, de l'accélération de l'inflation, de la faiblesse de l'épargne intérieure, des inégalités, des conflits et de la mauvaise gouvernance.

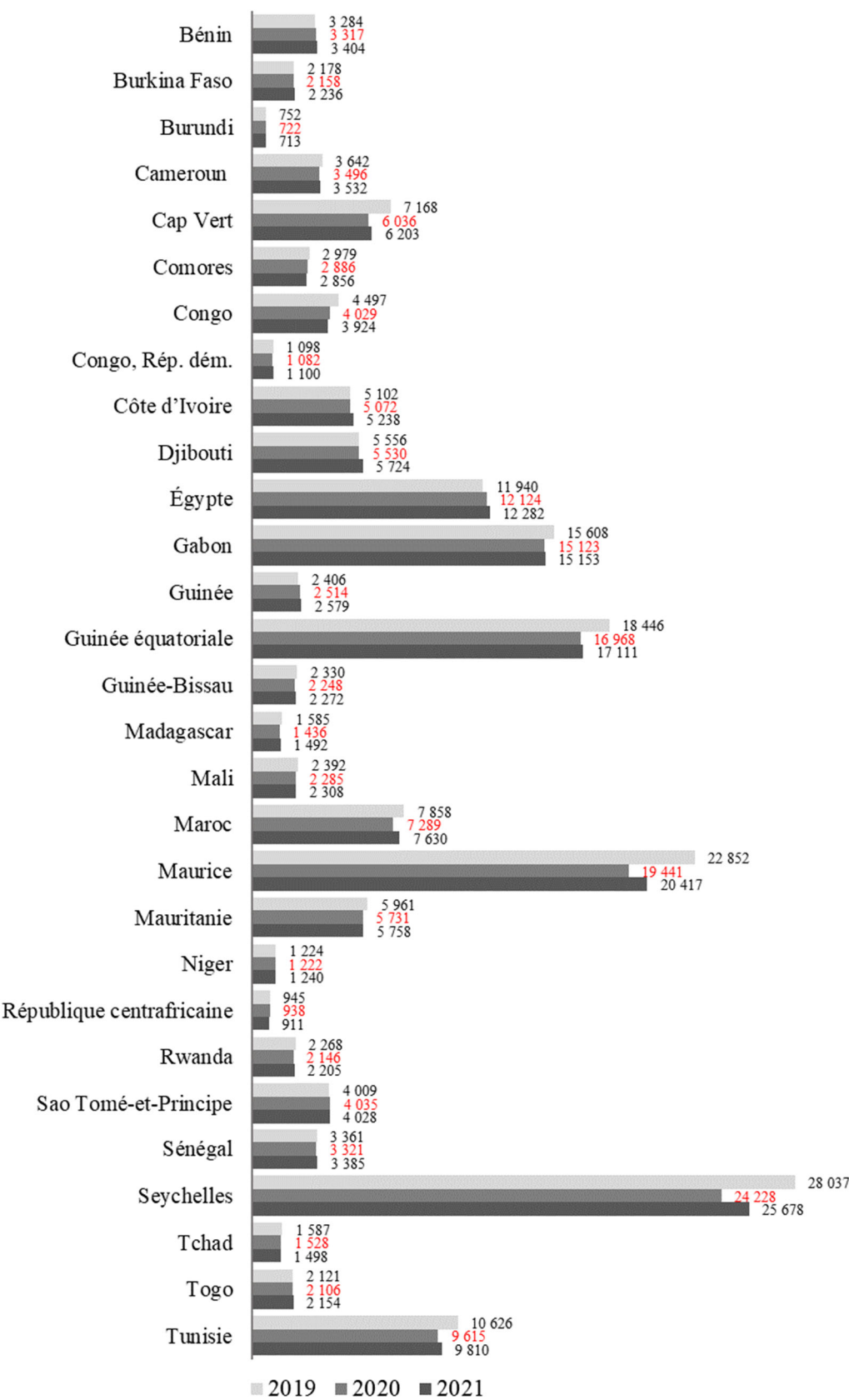
Le PIB par habitant médian des pays de l'espace francophone africain a baissé de 1,2 % en 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19, passant de 3 361 dollars en 2019 à 3 321 dollars, avant de se redresser de 2,5 % en 2021 à 3 404 dollars. En comparaison, la contraction médiane du PIB par habitant en Afrique subsaharienne s'est établie à -3,9 % en 2020 et a augmenté de 1,3 % en 2021.

Dans l'ensemble de l'espace francophone africain, on observe une stagnation du niveau de vie en 2021 voire un recul comparativement à 2019 dans plusieurs pays.

Le niveau de vie varie considérablement à travers l'espace francophone africain. Il est le plus élevé en Afrique du Nord avec un revenu médian de 7 630 dollars en 2021, suivie de l'Afrique centrale (3 728 dollars), de l'Afrique de l'Est (2 530 dollars) et de l'Afrique de l'Ouest (2 443 dollars).

L'Afrique du Nord, la région la plus développée du continent a enregistré une baisse de la production médiane par habitant, passant de 7 858 dollars en 2019 à 7 289 dollars en 2020, avant de se redresser à 7 630 dollars, mais toujours en bas du niveau d'avant la pandémie.

Graphique 2 : PIB par habitant en Afrique francophone (en dollar constant 2017 PPA)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

3. Accentuation des pressions inflationnistes

Avec la pandémie de la COVID-19, on observe partout dans le monde une augmentation significative des prix à la consommation due aux inadéquations entre l’offre et la demande à cause de la pandémie et de la hausse des cours des produits de base par rapport à leur faible niveau en 2019.

Cette envolée des prix s’explique également par des facteurs nationaux comme de mauvaises conditions météorologiques et des perturbations des approvisionnements liées à des conflits. Elle reflète aussi la situation internationale : les prix mondiaux des produits alimentaires ont augmenté sur fond de hausse des cours pétroliers, de chocs liés aux conditions météorologiques, de restrictions à l’exportation par les principaux exportateurs et d’accumulation de stocks dans certains pays. Les perturbations des chaînes d’approvisionnement, qui continuent de freiner l’activité économique, contribuent à la hausse de l’inflation en venant se greffer aux pressions engendrées par la forte demande et les prix élevés des produits alimentaires et de l’énergie.

Sur le continent africain, la hausse des prix des denrées alimentaires a fait monter l’inflation mesurée par l’indice des prix à la consommation (IPC), compte tenu du poids de l’alimentation dans le panier de consommation dans la région (environ 40 %).

Tableau 1 : indice des prix à la consommation dans l’espace francophone africain (croissance en pourcentage)

	2019	2020	2021
Bénin	-0,9	3,0	3,0
Burkina Faso	-3,2	1,9	3,0
Burundi	-0,7	7,3	5,6
Cameroun	2,5	2,4	2,3
Cap Vert	1,1	0,6	1,5
Comores	3,7	0,8	-1,0
Congo	2,2	1,8	2,0
Congo, Rép. dém.	4,7	11,4	9,4
Côte d’Ivoire	0,8	2,4	3,0
Djibouti	3,3	1,8	1,2
Égypte	13,9	5,7	4,5
Gabon	2,0	1,3	2,0
Guinée	9,5	10,6	11,6
Guinée équatoriale	1,2	4,8	0,5
Guinée-Bissau	0,3	1,5	1,9
Madagascar	5,6	4,2	6,0
Mali	-2,9	0,5	3,0
Maroc	0,2	0,6	1,4
Maurice	0,5	2,5	5,1
Mauritanie	2,3	2,3	2,7
Niger	-2,5	2,9	2,9
République centrafricaine	2,7	2,3	3,7
Rwanda	2,4	7,7	2,4
Sao Tomé-et-Principe	7,7	9,8	8,3
Sénégal	1,0	2,5	2,4
Seychelles	1,8	1,2	10,0
Tchad	-1,0	4,5	2,6
Togo	0,7	1,8	2,7
Tunisie	2,2	5,6	5,7

Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021)

Dans l’espace francophone africain, la hausse médiane des prix à la consommation s’est établie à 2,4 % en 2020 et à 2,9 % en 2021 en hausse par rapport à 1,8 % en 2019. En comparaison, l’inflation médiane en Afrique subsaharienne s’est établie à 3,9 % en 2020 et à 4,4 % en 2021, en hausse par rapport à 2,7 % avant la pandémie. Toutefois, il existe des écarts importants entre les pays et les sous régions.

Plusieurs institutions internationales notamment l’Organisation des Nations-Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et la Banque africaine de développement ont indiqué que la hausse des prix des denrées alimentaires agit comme un multiplicateur de pauvreté, plongeant des millions de personnes dans l’insécurité alimentaire et le désespoir. Les populations du Sahel, d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale sont durement affectées par cette inflation galopante qui risque de compromettre les progrès antérieurs en matière de sécurité alimentaire et d’accentuer l’instabilité sociale et politique.

Pour **l’Afrique de l’Ouest**, les prix des denrées alimentaires importées ou non sont en forte augmentation dans un contexte où les conflits alimentent déjà la faim et la misère.

En **Afrique centrale**, le rapport de la Banque africaine de développement alerte sur une augmentation de l’inflation dans plusieurs pays. Bien que celle-ci reste contenue dans les limites communautaires de 3 % pour les pays de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale (CEMAC), pour la République démocratique du Congo, elle a atteint 11,4 % en 2020 et 9,8 % au Sao Tomé-et-Principe.

Une modération de l’inflation mesurée par l’IPC est attendue, parallèlement au fléchissement des cours des produits de base et à la disparition des perturbations des chaînes d’approvisionnement mondiales provoquées par la pandémie.

4. Reprise du commerce mondial après l’effondrement de 2020

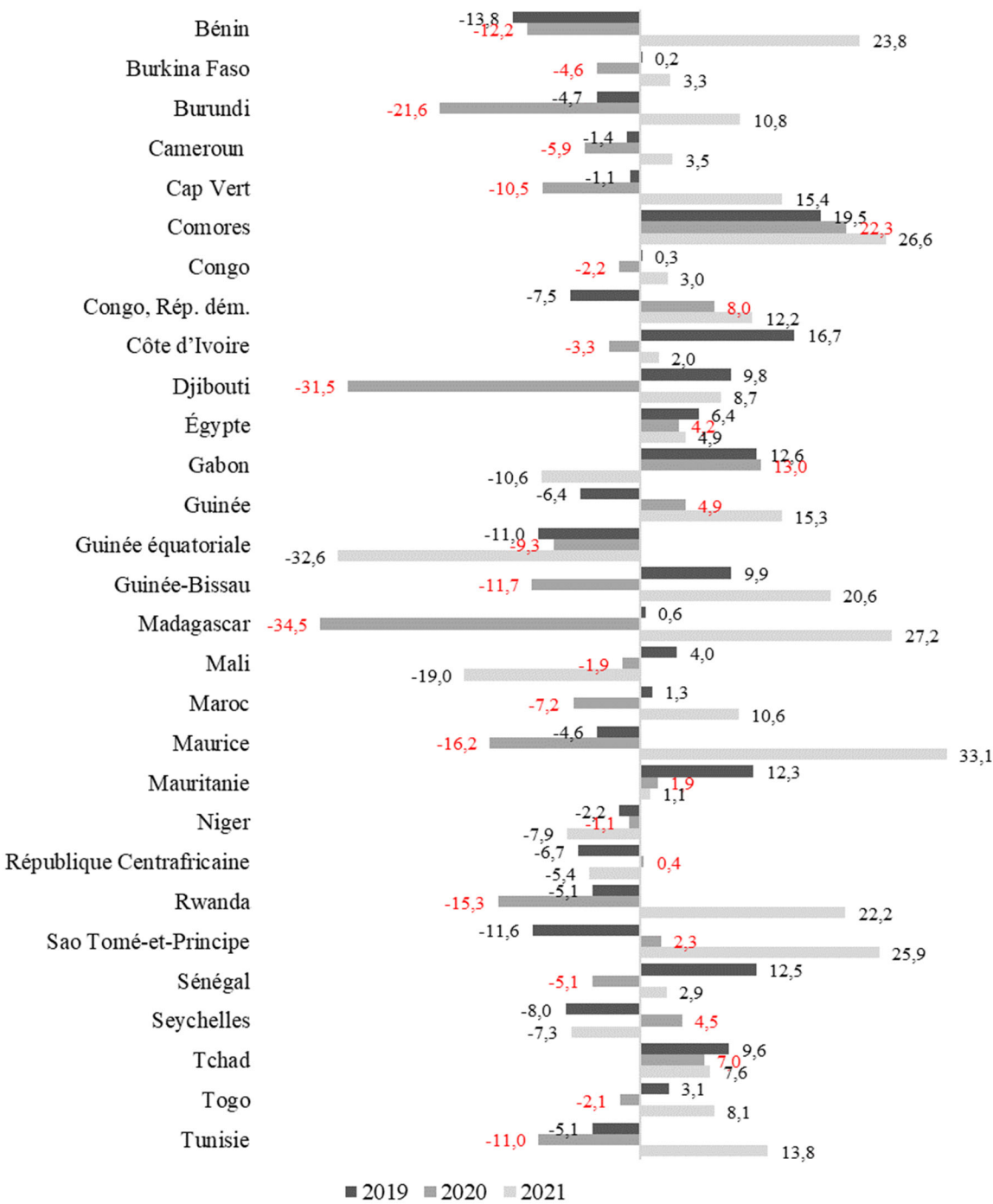
Selon l’Organisation mondiale du Commerce (OMC), le commerce des marchandises en dollars nominaux a baissé de 7 % en 2020, tandis que les exportations de services commerciaux ont régressé de 20 %. Le commerce des services a été particulièrement affecté par les restrictions visant les voyages internationaux, qui ont empêché la fourniture des services exigeant une présence physique ou une interaction en face à face. Les services relatifs aux voyages ont plongé de 63 % en 2020 et ne devraient pas se redresser entièrement avant que la pandémie se dissipe.

Dans l’espace francophone africain, les exportations médianes de biens et services se sont contractées de 8,8 % en 2020, sous l’effet des mesures de restrictions avant de se redresser à 4,5 % en 2021. Des baisses importantes ont été observées dans les pays dont les services et le tourisme sont prédominants, principalement le Cap Vert (−53,2 %), Maurice (−37,9 %), Sao-Tomé -et-Principe (−35,2 %), Comores (−34,3 %) et Madagascar (−30,6 %).

Des hausses ont toutefois été enregistrées dans les pays riches en ressources naturelles, notamment le Niger (+62,7 %), le Gabon (+13,0 %), le Tchad (+10 %) et la RDC (+7,9 %).

En 2021, les exportations des biens et services dans l’espace francophone africain se sont redressées avec une hausse médiane de 5,2 % à la faveur de l’assouplissement des restrictions sociales et du rebond des cours des produits de base.

Graphique 3 : Croissance des exportations des biens et services dans l’espace francophone africain (en %)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021)

L’impact de la pandémie de la COVID-18 sur le commerce des biens et services a varié selon les régions, la plupart d’entre elles enregistrant un fort ralentissement de leurs exportations.

Les pays riches en ressources naturelles en Afrique de l’Ouest comme la Guinée et le Niger, ou encore le Gabon, le Tchad et la RDC en Afrique centrale ont enregistré des hausses des exportations en 2020, en raison sans doute de la hausse des recettes d’exportation liée à la flambée des prix des produits de base.

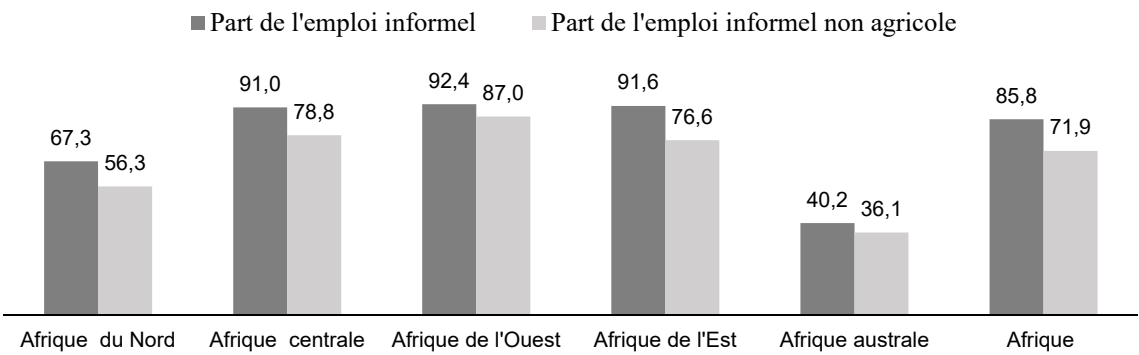
Les pays des sous-régions d’Afrique du Nord, sauf la Mauritanie, et d’Afrique de l’Est ont vu leurs exportations de biens et services se contracter fortement.

5. Impact de la COVID-19 sur le marché du travail

La pandémie de la COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur le marché du travail en provoquant des pertes en termes d’heures travaillées, se traduisant par une hausse du chômage, du sous-emploi, de l’inactivité et de l’informalité.

Selon l’OIT, la part de l’emploi informel et ses composantes dans l’emploi total varie de 40,2 % en Afrique australe à plus de 90 % en Afrique centrale, orientale et occidentale. Par ailleurs, les sous-régions où le taux d’emploi informel est le plus élevé connaissent également un fort taux d’emploi dans le secteur agricole.

Graphique 4 : Part de l’emploi informel dans l’emploi total (en %)



Source : Organisation internationale du Travail, Rapport sur l’emploi en Afrique, 2021

Étant donné la forte proportion de jeunes (95 %) et de femmes (79 %) dans le secteur informel, la pandémie a eu des effets plus importants sur ces populations que sur les autres personnes.

L’OIT estime que le temps de travail en Afrique a été réduit de plus de 8 % en 2020, ce qui équivaut à une perte d’environ 22 millions d’emplois à temps plein, avec des effets disproportionnés sur les femmes, les jeunes et les pauvres.

Alors qu’environ 40 millions de personnes ont basculé dans l’extrême pauvreté sur le continent africain, la crise a aggravé les inégalités non seulement entre les catégories de revenu mais aussi entre les zones géographiques infranationales, ce qui pourrait accroître le risque de tensions sociales et d’instabilité politique.

Dans l’édition 2022 de son rapport « Emploi et questions sociales », l’OIT a revu à la baisse ses prévisions sur la relance du marché du travail dans le monde pour cette année, affirmant anticiper un impact de la pandémie, avec un déficit global en heures travaillées équivalent à 52 millions d’emplois à temps plein par rapport au quatrième trimestre de 2019, soit deux fois plus que ce qu’elle prévoyait encore en mai 2021; les personnes touchant de bas salaires ayant souffert de façon disproportionnée en termes d’emploi et de pertes en heures de travail. Le chômage mondial devrait s’élever à 207 millions en 2022, dépassant d’environ 21 millions son niveau de 2019.

6. Impact sur l’investissement

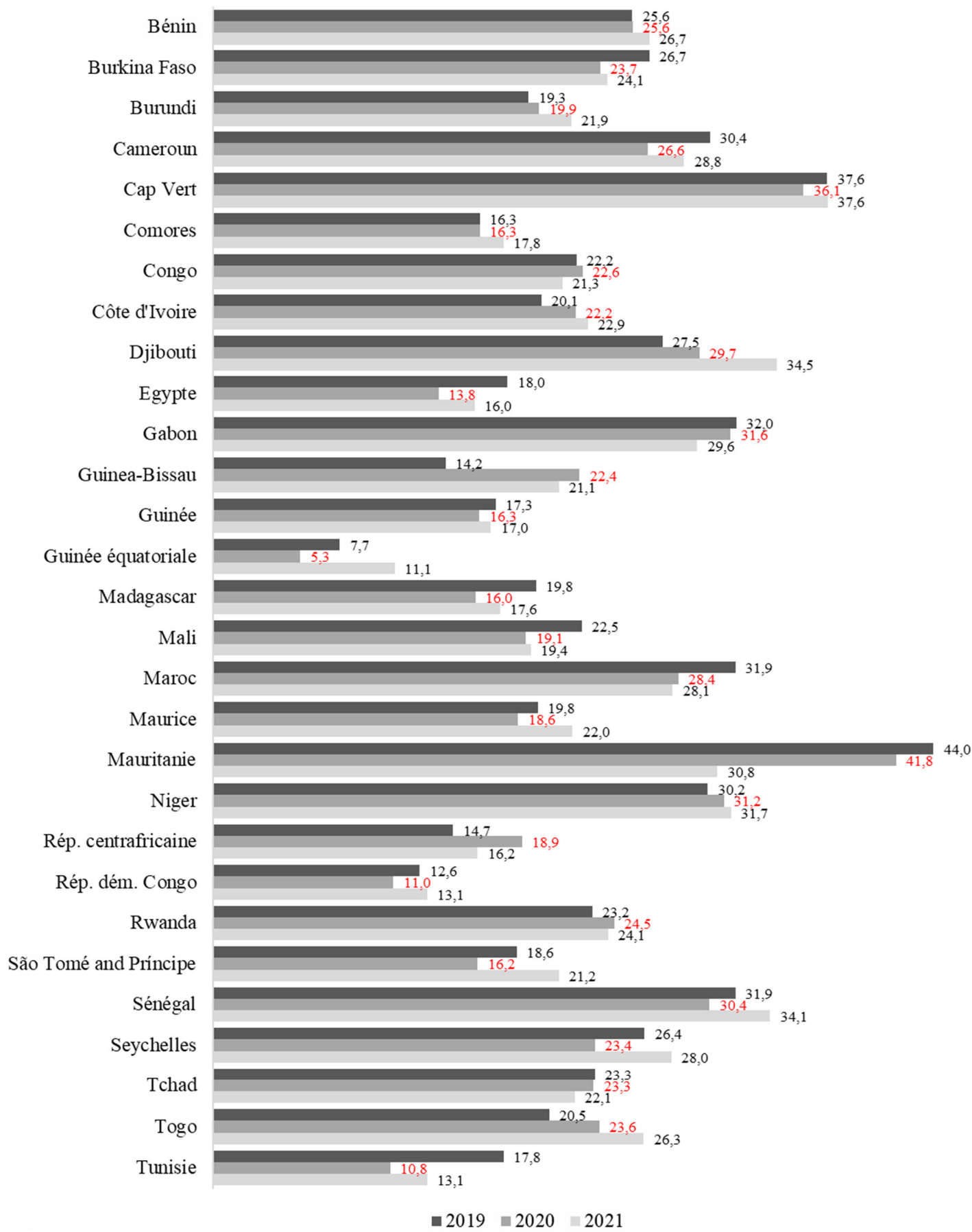
Dans l’espace francophone africain, les investissements ont chuté en 2020 dans plus de la moitié des pays. Les plus fortes baisses des investissements ont été enregistrées dans les pays ayant un secteur touristique important comme la Tunisie (−6,9 points de pourcentage), l’Égypte (−4,2 p.p.), le Cameroun (−3,8 p.p.) Madagascar (−3,7 p.p.) et le Maroc (−3,5 p.p.).

En Afrique subsaharienne, la pénurie du capital pénalise l’investissement en Afrique francophone. Depuis le début des années 80, le taux d’épargne en Afrique francophone (16,8 % du PIB) est resté inférieur à la moyenne de l’Afrique subsaharienne (17,7 %) et de loin plus faible que le taux d’épargne des pays émergents et en développement (32,6 %).

Concernant les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, le rapport 2021 sur l’investissement dans le monde de la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et développement (CNUCED) indique que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact significatif avec une baisse de 16 % des flux vers le continent en 2020, à 40 milliards de dollars, contre 47 milliards de dollars en 2019.

En **Afrique du Nord**, les entrées d’IDE se sont contractées de 25 % atteignant 10 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars en 2019, avec des baisses importantes dans des pays dont l’Égypte (−35 %) à 5,9 milliards de dollars en 2020.

Graphique 5 : Investissement total en pourcentage du PIB



Source : International monetary Fonds, World Economic outlook Database, october 2021

En **Afrique de l'Ouest**, les IDE ont diminué de 18 % pour atteindre 9,8 milliards de dollars en 2020. Toutefois, une augmentation de 39 % à 1,5 milliard de dollars a été enregistrée au Sénégal en raison d’investissements dans l’énergie.

L’**Afrique centrale** est la seule région d'Afrique qui a enregistré une augmentation des IDE en 2020, avec des entrées de 9,2 milliards de dollars, contre 8,9 milliards de dollars en 2019, soutenue par une hausse de 19 % des IDE en République du Congo à 4,0 milliards de dollars.

En **Afrique de l'Est**, les IDE ont chuté à 6,5 milliards de dollars, soit une baisse de 16 % par rapport à 2019.

En 2021, les entrées d’IDE en Afrique se sont fortement redressées avec une hausse de 147 % à 97 milliards. La plupart des pays bénéficiaires des IDE du continent enregistraient une augmentation modérée des IDE mais

le total des IDE dans la région a plus que doublé, du seul fait d’une transaction financière intra-groupe au second semestre 2021 en Afrique du Sud. Toutefois, les flux des IDE vers l’Afrique du Nord ont poursuivi leur baisse avec une contraction de 13 % en 2021, s’élevant à 9 milliards de dollars.

7. Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds

La pandémie a entraîné une chute des envois de fonds par les immigrants dans le monde.

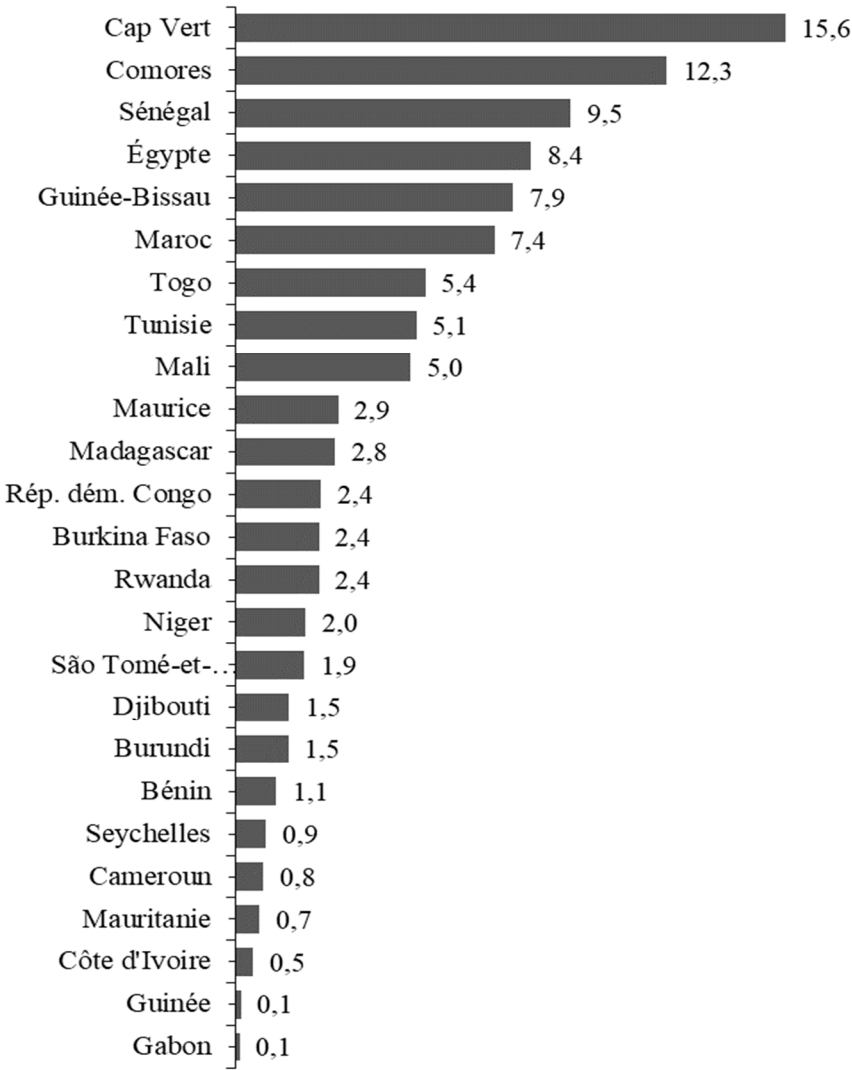
Dans les pays de l’espace francophone africain, les envois de fonds se sont repliés en 2020 à – en moyenne – de à 284,7 millions de dollars en 2020, comparativement à 308,7 millions avant la pandémie. En 2021, les envois de fonds se sont redressés pour s’établir à une médiane de 311,5 millions de dollars, sous l’effet d’une hausse importante (108 %) en Afrique du Nord.

Tableau 2 : Transfert de fonds dans l’espace francophone (en millions de dollars américains)

	2019	2020	2021	Variation 2020-2019	Variation 2021-2020
Bénin	217,0	206,1	204,3	-5,0	-0,9
Burkina Faso	467,3	464,7	471,6	-0,6	1,5
Burundi	48,3	45,6	47,5	-5,6	4,2
Cameroun	355,6	334,1	350,2	-6,0	4,8
Cap Vert	235,9	245,8	294,9	4,2	20,0
Comores	168,7	161,4	157,2	-4,3	-2,6
Côte d'Ivoire	328,3	323,8	337,7	-1,4	4,3
Djibouti	79,5	64,1	54,6	-19,4	-14,8
Égypte	2 6781,4	29 602,9	33 332,9	10,5	12,6
Gabon	18,5	17,7	18,2	-3,9	2,6
Guinée	158,1	22,5	23,0	-85,8	2,1
Guinée-Bissau	151,2	123,0	125,4	-18,7	2,0
Madagascar	407,7	391,9	397,3	-3,9	1,4
Mali	1 022,1	987,3	973,5	-3,4	-1,4
Maroc	6 962,6	7 418,6	9 273,3	6,5	25,0
Maurice	318,5	284,7	320,3	-10,6	12,5
Mauritanie	64,5	61,3	61,0	-4,9	-0,5
Niger	308,7	300,1	311,5	-2,8	3,8
Rép. dém. Congo	2076,3	1 109,1	1 330,9	-46,6	20,0
Rwanda	260,7	241,0	245,8	-7,6	2,0
São Tomé-et-Príncipe	11,1	8,6	10,3	-22,4	20,0
Sénégal	2 522,2	2 561,9	2 626,1	1,6	2,5
Seychelles	23,6	10,0	11,0	-57,8	10,2
Togo	508,0	440,8	458,0	-13,2	3,9
Tunisie	2 049,7	2 367,4	2 194,5	15,5	-7,3
Moyenne	1 821,8	1 911,8	2 145,2	4,9	12,2

Source : Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022).

Graphique 6 : Transfert de fonds dans l’espace francophone africain en 2021 (en pourcentage du PIB)



Source : Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

8. Détérioration des finances publiques

La pandémie a considérablement compromis l’équilibre des finances publiques en Afrique en raison d’une contraction des recettes fiscales et d’une pression extrême sur les dépenses budgétaires, les gouvernements s’efforçant de répondre à la crise sanitaire, notamment en augmentant le financement du secteur de la santé, des mesures d’aide sociale et économique, et des mesures visant à réduire et à combattre la propagation du virus.

Dans **l’espace francophone africain**, les recettes médianes se sont établies à 20 % du PIB en 2020 et à 18,6 % en 2021, en baisse par rapport à 20,1 % du PIB en 2019, elles n’ont toutefois pas renoué avec les niveaux d’avant la pandémie.

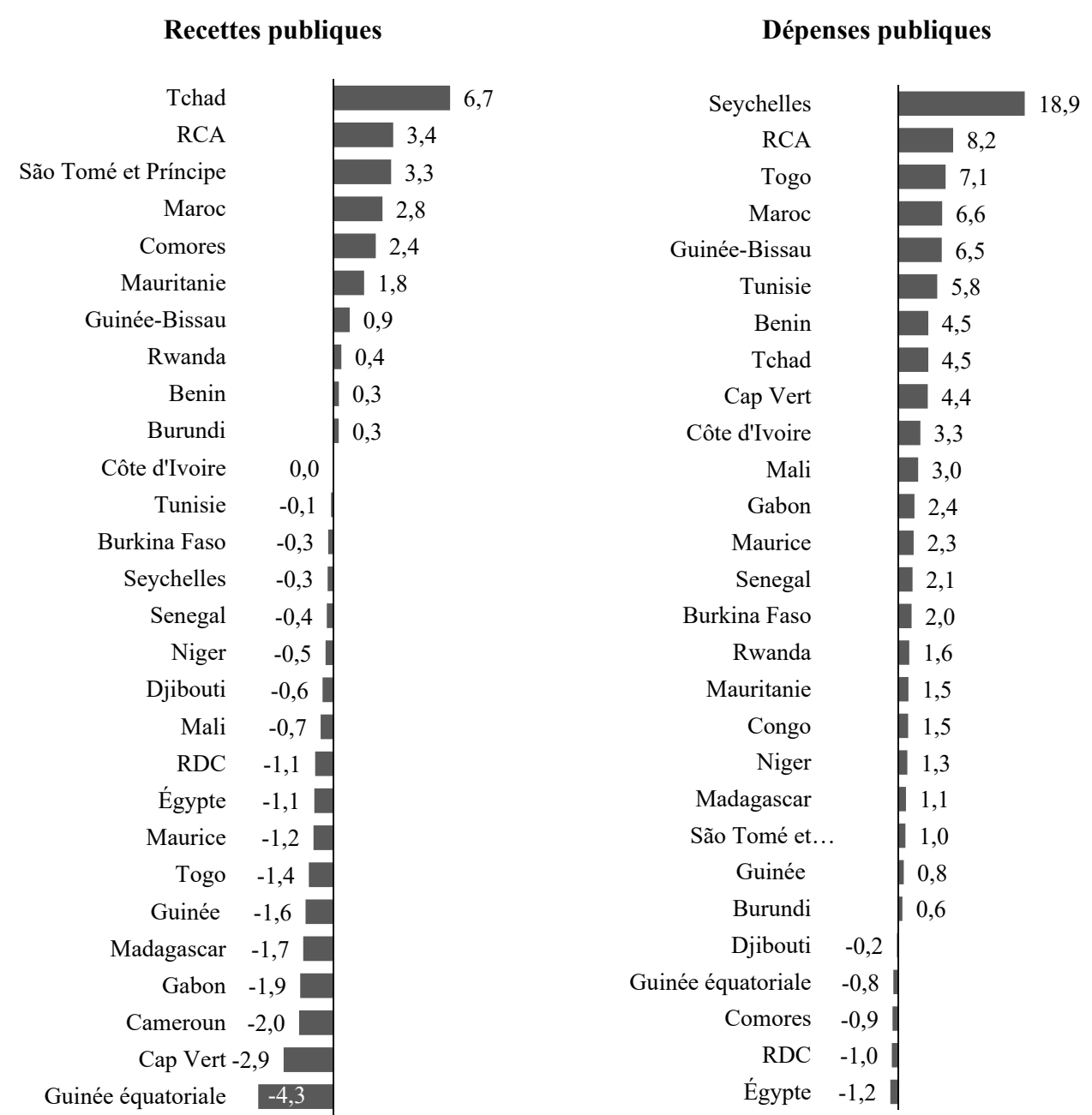
Les pays dont les économies sont axées sur les services et les ressources naturelles ont enregistré des reculs importants des recettes publiques, principalement la Guinée équatoriale (-4,3 %), le Cap Vert (-2,9 %), le Cameroun (-2,0 %), le Gabon (-1,9 %), et le Madagascar (-1,7 %).

Toutefois, des hausses de recettes ont été enregistrées au Tchad (+6,5 %), en République centrafricaine (+3,4 %), au Sao Tomé-et-Principe (+3,3 %) et au Maroc (+2,8 %).

Par le passé, l’accroissement des recettes fiscales a en général été le principal moyen d’action pour combler l’écart entre les contraintes de dépenses et la viabilité de la dette publique.

Les plus fortes augmentations des dépenses publiques en 2020 ont été enregistrées aux Seychelles (+18,9 %), en République centrafricaine (+8,2 %), au Togo (+7,1 %), au Maroc (+6,6 %) et en Guinée Bissau (+6,5 %).

Graphique 7 : Variation des recettes et des dépenses publiques dans l’espace francophone en 2020 par rapport à 2019 (en points pourcentage)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

8.1. Détérioration des déficits budgétaires

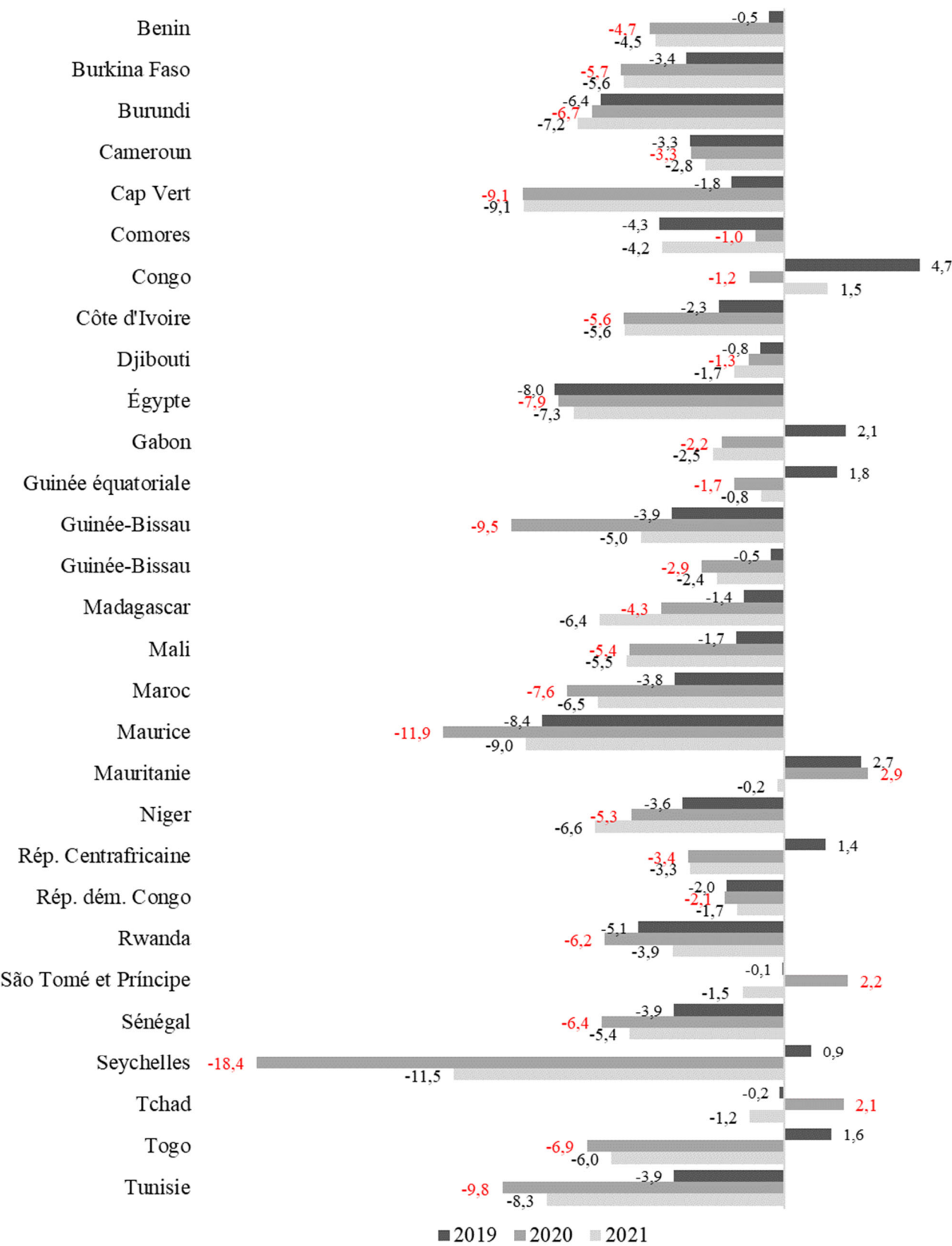
La situation budgétaire s’est détériorée à la suite de l’introduction de mesures liées à la COVID-19 et des transferts aux entreprises et aux familles, combinée avec une baisse des recettes fiscales.

Selon le Fonds monétaire international, l’ensemble des mesures budgétaires liées à la pandémie en Afrique subsaharienne n’ont atteint que 2,6 % du PIB en moyenne en 2020, comparativement à 7,2 % du PIB dépensés par les pays avancés.

Dans l’espace francophone africain, le solde budgétaire médian s’est détérioré et s’est établi à -5,3 % du PIB en 2020, avant de se redresser et augmenter de 5,0 % en 2021, après -1,8 % avant la pandémie.

Toutefois, les situations diffèrent selon les pays. Certains pays dont les finances publiques enregistraient un surplus en 2019 ont vu leur solde budgétaire basculer en zone de contraction, alors que d’autres en situation déficitaire en 2019 ont vu leur situation budgétaire se détériorer davantage.

Graphique 8 : Solde budgétaire dans l’espace francophone africain (en pourcentage du PIB)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

8.2. Creusement de l’endettement

La part médiane de la dette publique dans le PIB dans les pays de l’espace francophone africain, a atteint près de 60 % du PIB en 2020, en hausse par rapport à 52 % avant la pandémie, à cause dans une large mesure d’une baisse de la production et des recettes publiques

Un endettement public élevé peut freiner les investissements privés, accroître la pression budgétaire, réduire les dépenses sociales et limiter les capacités du gouvernement à mettre en œuvre des réformes.

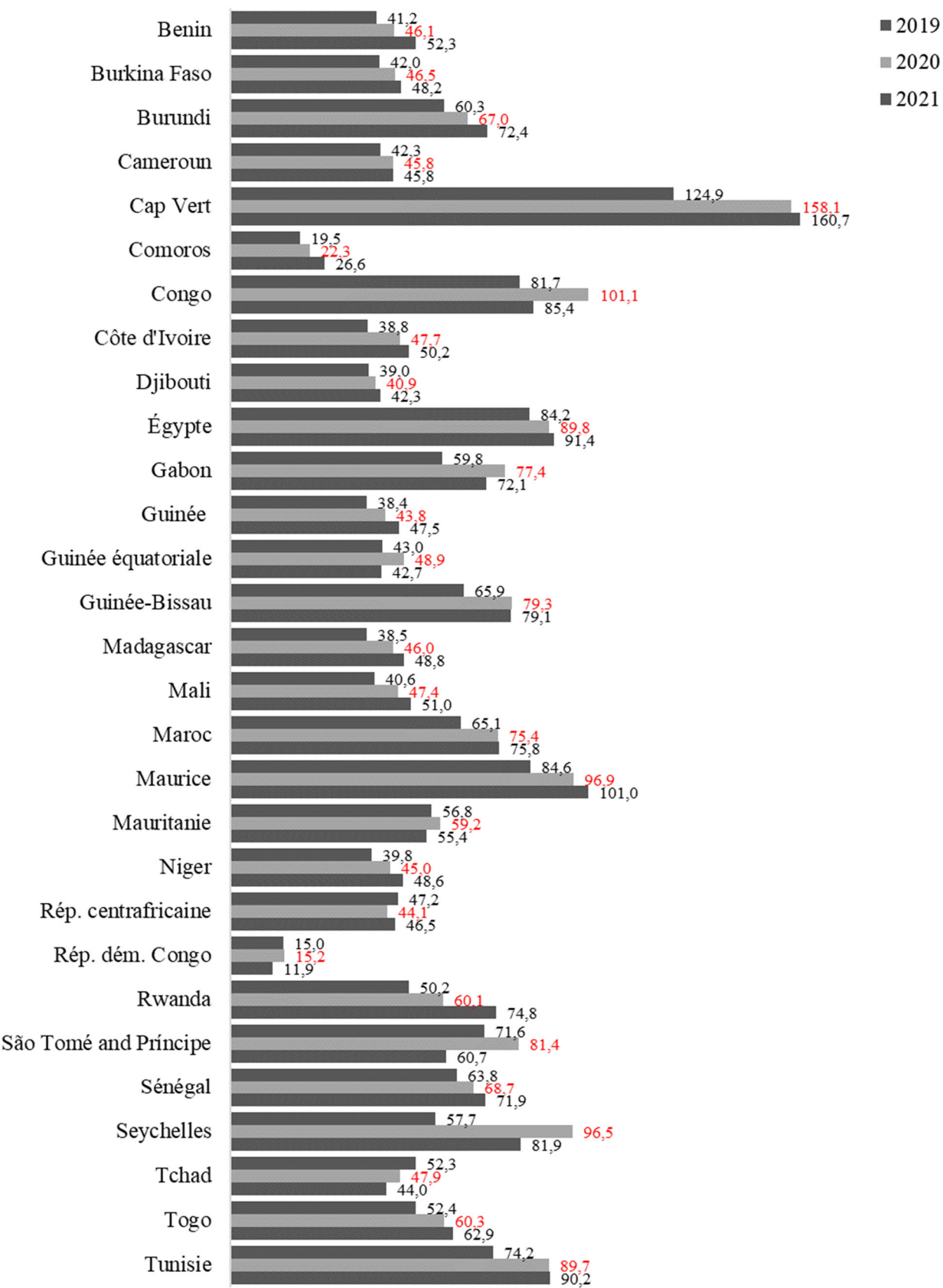
L’accroissement de la vulnérabilité liée à la dette est préoccupant. Malgré les besoins de dépenses liés à la pandémie, les pays devront tout de même pour la plupart procéder à un rééquilibrage budgétaire afin de freiner l’accroissement de la vulnérabilité liée à la dette.

La composition de la dette publique est aussi un facteur de vulnérabilité. Environ la moitié de la dette publique de la région est de nature extérieure.

Dans l’espace francophone africain, la pandémie de la COVID-19 a été déclarée alors que les pays étaient déjà très endettés et qu’ils ne disposaient pas de marges de manœuvres budgétaires pour de nouvelles dépenses économiques et sociales.

La situation de l’endettement varie selon les sous régions et c’est en Afrique du Nord francophone que l’endettement médian est le plus élevé à 75,4 % du PIB en 2020, suivie de l’Afrique de l’Est à 64 %, de l’Afrique centrale et de l’Afrique de l’Ouest à 48 %.

Graphique 9 : Dette publique dans l’espace francophone africain (en pourcentage du PIB)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

En octobre 2021, le FMI a approuvé, une troisième tranche de subventions de 238,05 millions de dollars pour l’allègement du service de la dette de 29 pays membres les plus pauvres dans le cadre du *Catastrophe Containment and Relief Trust* (CCRT) visant à leur permettre de libérer des moyens pour financer la riposte d’urgence face à la pandémie de la COVID-19. Cette dernière tranche fait suite à la deuxième de 237,46 millions de dollars approuvée en octobre 2020 et à la première tranche de 251,24 millions de dollars approuvée en avril 2020.

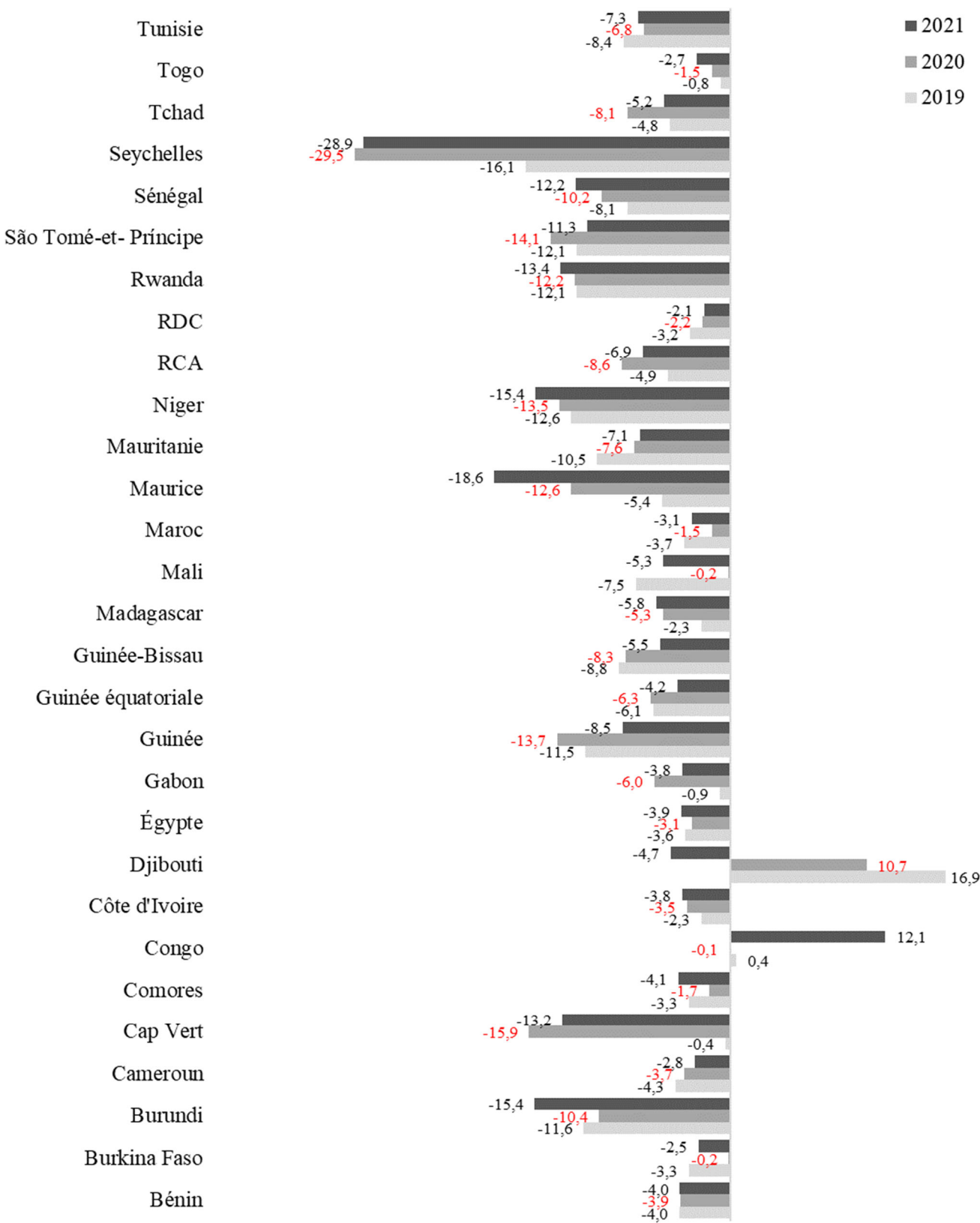
Parmi les 29 pays bénéficiaires du programme CCRT, 23 sont africains dont 17 sont membres de l’espace francophone. Il s’agit de s’agit du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, de la Centrafrique, des Comores, de la République démocratique du Congo, de Djibouti, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de Haïti, de Madagascar, du Niger, du Rwanda, de Sao Tomé-et-Principe, du Tchad et du Togo.

9. Détérioration du compte courant

Dans l’espace francophone africain, la pandémie de la COVID-19 a entraîné une augmentation du déficit du compte courant médian à -6,3 % du PIB en 2020, après -4,8 % en 2019.

Les pays de la région présentent des soldes courants structurellement déficitaires, en raison principalement de l’insuffisance des recettes d’exportation pour assurer la couverture des importations de biens et services. L’aggravation du déficit courant, couplée au tarissement des flux de financements étrangers nets, conduirait à une accumulation des déficits du solde global de la balance des paiements, qui se traduirait par des ponctions sur les réserves de change.

Graphique 10 : Solde courant dans l’espace francophone africain (en pourcentage du PIB)



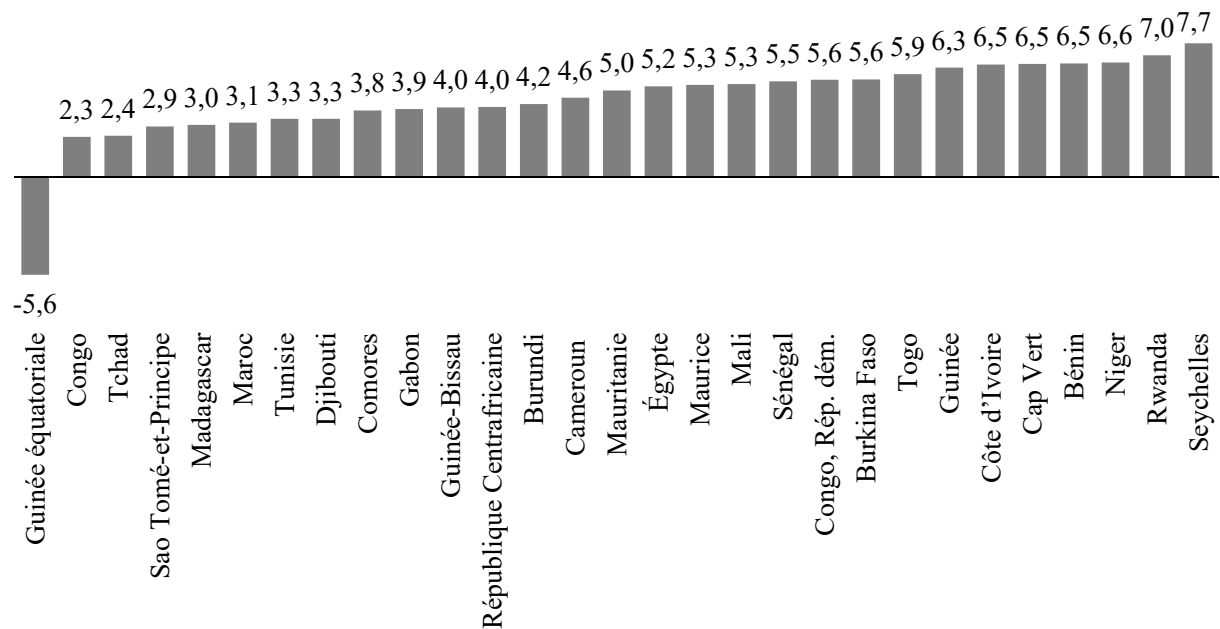
Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021)

10. Perspectives économiques hautement incertaines

Alors que la campagne mondiale de vaccination se poursuit et laisse présager de perspectives meilleures en 2022, les prévisions des organisations internationales confirment que la reprise économique en 2022 demeure inégale selon les pays et les secteurs. Selon les récentes prévisions du Fonds monétaire international, l'économie mondiale devrait croître de 4,4 % en 2022, après une hausse de 5,9 % en 2021 et une contraction de 3,3 % en 2020.

Pour les pays de l'espace francophone, les calculs effectués à partir des données du FMI et de la Banque mondiale indiquent une expansion économique médiane de 5 % en 2022 après une hausse médiane de 3,6 % en 2021. Plusieurs pays devraient retrouver leur PIB d'avant la pandémie en 2022.

Graphique 11 : Croissance prévue du produit intérieur brut dans les pays de l'espace francophone africains en 2022 (en %)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021) et Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022)

Conclusions et recommandations

La pandémie de la COVID-19 et les mesures adoptées par les gouvernements pour freiner sa progression ont eu un impact majeur et durable sur l'activité économique à travers l'espace francophone. Par ailleurs, cette crise a démontré que le continent africain doit adopter une transformation productive de son économie.

Tous les pays francophones n'ont pas été affectés au même rythme ni avec la même intensité par la pandémie de la COVID-19. Alors que la situation s'est aggravée dans de nombreux pays de l'espace francophone au cours des vagues successives de la pandémie, on a observé une certaine stabilisation dans d'autres.

L'incidence la plus forte sur la croissance concerne les pays tributaires du tourisme et les pays exportateurs des matières premières en raison de la limitation des déplacements et de la chute des prix des matières premières au cours de la première année de la pandémie.

Les personnes qui dépendent de sources de revenus instables comme les petits commerçants, les vendeurs de rue et les travailleurs occasionnels, y compris dans le secteur agricole ont été les plus touchées.

Avec le déploiement des vaccins, le rebond du commerce et de la production industrielle, l'économie mondiale se redresse progressivement, mais les fruits de cette reprise seront inégalement répartis, tant au sein des différents pays, qu'entre eux.

La reprise économique amorcée en 2021 dans l'espace francophone africain est toutefois insuffisante pour améliorer le niveau de vie de la population, ce qui a entraîné une hausse de la pauvreté et des inégalités.

En 2022, la croissance économique poursuivra son redressement sous l'effet du rebond de l'économie mondiale. Toutefois, l'expansion dépendra de la capacité des producteurs africains à relancer leur production et à restaurer leur compétitivité.

Par ailleurs, les prix à la consommation dans les économies de l'espace francophone africain, se sont accélérés sous l'effet des facteurs nationaux (comme de mauvaises conditions météorologiques et des perturbations des approvisionnements liées à des conflits) et internationaux (l'accélération de l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires, la hausse des cours pétroliers et les perturbations des chaînes d'approvisionnement). Compte tenu du poids de l'alimentation dans le panier de consommation dans la région (environ 40 %), la persistance des prix élevés des denrées alimentaires vont continuer à faire monter l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation.

Les statistiques de l'Organisation mondiale du Commerce indiquent une forte reprise des échanges mondiaux avec toutefois une forte divergence d'une région à une autre et un retard significatif des exportations du continent africain. En effet, la croissance cumulée des exportations pour la période de 2019 à 2022 devrait s'établir à 1,9 % en Afrique comparativement à une progression de 18,8 % en Asie, de 8 % en Amérique du Nord et de 7,8 % en Europe.

D'autre part, dans sa plus récente édition de la Lettre d'information, l'OCDE (2022) montre que les exportations de produits africains ont rebondi moins fortement que les importations mondiales, signe d'importants freins à la production qui limitent la capacité des producteurs africains à bénéficier du rebond de la croissance mondiale. La part du continent dans les importations de l'Union européenne et des États-Unis a diminué, passant de 2,4 % en 2019 à 2,0 % en 2020.

La participation des pays africains aux chaînes de valeur mondiales consiste principalement en des exportations des matières premières brutes et des produits agricoles qui seront ensuite transformés dans d'autres pays. Les producteurs africains demeurent pour l'essentiel des acteurs marginaux de la production mondiale, représentant seulement 1,5 % des chaînes de valeur mondiales en 2020, contre 1,7 % en 2019.

L'investissement dans la région du Sahel (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad) demeure entravé par la montée de l'agitation sociale, de l'insécurité et des conflits internes.

La dette publique mondiale devrait continuer de se situer à des niveaux records (près de 100 % du PIB) en 2022 et, par la suite, jusqu'en 2026.

Dans l'espace francophone africain, la dette médiane poursuivra sa hausse à 58 % du PIB, après 55 % en 2021. L'accumulation de la dette a entraîné une augmentation des besoins bruts de financement et certains pays auront probablement besoin d'une aide internationale supplémentaire et, dans certains cas, d'une restructuration de leur dette.

L'augmentation de la dette publique et la perte de recettes budgétaires ont encore réduit la marge de manœuvre pour soutenir la reprise dans les pays de la région. Dans ces conditions, la production et les recettes fiscales ne devraient pas retrouver leur trajectoire d'avant la crise et la réduction des déficits se fera principalement par une diminution des dépenses.

Alors que la pandémie se poursuit, les autorités font face à un environnement de plus en plus difficile, avec des besoins grandissants, des ressources limitées et des arbitrages délicats, d'où l'importance d'hierarchiser les priorités à court, à moyen et à long terme.

Ainsi nous recommandons aux gouvernements à **court terme** de poursuivre le soutien financier aux ménages les plus vulnérables et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises, surtout dans les secteurs les plus touchés par la pandémie comme le tourisme, l'hôtellerie et le transport. Étant donné le niveau élevé d'endettement, certains gouvernements devraient rééchelonner, voire renégocier, la dette.

À **moyen et à long terme**, les économies des pays de l'espace francophone africain ont besoin de transformations productives des ressources naturelles et de politiques d'intégration régionale afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. L'accélération de la transformation productive sera déterminante pour créer des emplois de qualité, réduire la pauvreté et renforcer la résilience économique de la région.

Face à la montée de la pauvreté et des inégalités croissantes, la présente note fait clairement ressortir l'urgence pour les gouvernements d'accroître les investissements en vue de renforcer les systèmes de santé et d'augmenter la couverture des programmes de protection sociale, avec un appui particulier aux femmes et aux jeunes.

Le renforcement des capacités de production locale dans le secteur pharmaceutique et alimentaire peut aider les pays africains à réduire leur vulnérabilité face aux chocs externes. En effet, les pays du continent importent 90 % de leurs produits pharmaceutiques tandis que près des deux tiers des pays africains étaient importateurs nets de produits alimentaires de base en 2020.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre de nouvelles opportunités d'intégration des chaînes de valeur régionales. En effet, les statistiques de l'OCDE montrent que les chaînes de valeur régionales ne représentent que 2,7 % de la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales, contre 26,4 % pour l'Amérique latine et Caraïbes, et 42,9 % pour l'Asie en développement.

Enfin, les stratégies nationales de développement devraient intégrer des objectifs numériques et d'atténuation des changements climatiques. Il est primordial de bien élaborer les investissements publics à destination d'un grand nombre de secteurs, y compris le secteur de l'éducation et le numérique.

Liste des sources:

Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales (janvier 2022),

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36519>

Banque mondiale, note sur les migrations et le développement (novembre 2021),

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/11/17/remittance-flows-register-robust-7-3-percent-growth-in-2021>

Commission de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et Programme Alimentaire Mondial (PAM), *Suivi sur les Impacts de la Covid-19 en Afrique de l'Ouest* Août, 2021,

<https://www.fao.org/family-farming/detail/fr/c/1437126/>

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur le commerce et le développement, 2021, <https://unctad.org/fr/press-material/rapport-sur-le-commerce-et-le-developpement-2021-de-la-cnuced-de-la-reprise-la>

Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (octobre 2021),

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/10/12/world-economic-outlook-october-2021>

Fonds monétaire international, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, (octobre 2021), <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2021/10/21/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-october-2021>

International monetary Fonds, World Economic outlook Database, octobre 2021,

<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/October>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Sécurité alimentaire pendant la pandémie de Covid-19, 2020, <http://www.fao.org/3/ca8873fr/CA8873FR.pdf>

Organisation mondiale du commerce (OMC), Atténuer les goulets d'étranglement d'ordre commercial, dans les pays en développement sans littoral,

https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/landlocked2021_f.htm

Organisation internationale du Travail, Rapport sur l'emploi en Afrique, 2021,

https://www.ilo.org/global/docs/WCMS_796777/lang--fr/index.htm